Canadian Research Knowledge Network

Réseau canadien de documentation pour la recherche

Rapport sur les webinaires du RCDR concernant les accords transformatifs

Introduction et contexte

Avec l'aide du Comité de stratégie de contenu (CSC), le RCDR a lancé quatre webinaires sur les accords transformatifs pour étudier leur rôle dans une stratégie canadienne de libre accès. L'objectif principal de ces webinaires est d'offrir aux membres du RCDR un forum d'apprentissage et de discussion sur les accords transformatifs, notamment pour déterminer comment ils s'inscrivent au plan stratégique dans l'écosystème du savoir canadien. Des représentants d'établissements membres du RCDR, des consortiums de bibliothèques, des parties prenantes et des gestionnaires d'infrastructure sans but lucratif ont fait des présentations sur divers sujets pour illustrer le paysage actuel du libre accès au Canada, en plus d'aborder les priorités pour l'avenir. Grâce aux présentations et discussions pendant ces webinaires, les participants ont acquis plus d'informations et ils ont approfondi leurs connaissances sur les accords transformatifs, ce qui les aidera dans leur propre travail. Ils pourront également contribuer aux discussions lors de l'atelier sur le libre accès à la Conférence 2022 du RCDR

Résumé des séances

Webinaire 1 : Introduction aux accords transformatifs au Canada

Les deux premières séances des quatre webinaires sur les accords transformatifs ont eu lieu le 11 mai et le 8 juin 2022, respectivement. Le premier webinaire, *Introduction aux accords transformatifs au Canada*, avait pour but de présenter cette approche du point de vue institutionnel, régional, fédéral et national au Canada. Les intervenants suivants ont fait part de leur expertise aux 211 participants :

Point de vue institutionnel	Graeme Slaght, Acting Head of Scholarly Communications and Copyright Outreach Office, University of Toronto Libraries Weijing Yuan, Head, Acquisitions & Collections Services, University of Toronto Libraries
Point de vue régional	Kate Langrell, Copyright Coordinator, University of Saskatchewan and member of COPPUL's Scholarly Communications Working Group Carol Stephenson, Licensing Coordinator, Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL)
Point de vue des bibliothèques fédérales	Allison Kelley, directrice, Réseau des bibliothèques scientifiques fédérales

	Nina Bursey, responsable des partenariats avec les bibliothèques, Réseau des bibliothèques scientifiques fédérales
Point de vue national du RCDR	Craig Olsvik, gestionnaire principal des licences et des services aux membres, Réseau canadien de documentation pour la recherche

Il y a aussi eu une période de discussion animée pendant le webinaire. Les participants se sont répartis en quatre groupes pour discuter de sujets liés aux accords transformatifs, en fonction de leurs intérêts. Voici les sujets qu'ils ont abordés : stratégies de communication sur les accords transformatifs au sein des établissements, évaluation du succès des accords transformatifs, plans de travail pour la mise en œuvre d'accords transformatifs et sujets d'actualité. Les discussions dans chacune des salles étaient axées sur des thématiques connexes, notamment la transparence, la viabilité financière et les stratégies de communication. Les notes des discussions en petits groupes se trouvent à l'annexe A.

Les participants au webinaire ont également répondu à un sondage pour aider le RCDR à déterminer les sujets et les besoins futurs en matière de programmes sur le libre accès et d'accords transformatifs. Les résultats de celui-ci montrent qu'il y a encore beaucoup de préoccupations et de questions sans réponse concernant l'objectif des accords transformatifs. Parmi les autres sujets abordés, notons la nécessité d'un soutien accru pour sensibiliser les établissements au libre accès et les possibilités d'enseignement pour mieux former les professeurs et les chercheurs. Les questions et réponses du sondage se trouvent à l'annexe B.

Webinaire 2 : Le lien entre les accords transformatifs et les ententes de libre accès

L'objectif du deuxième webinaire, *Le lien entre les accords transformatifs et les ententes de libre accès*, était de mettre en contexte les accords transformatifs comme outil de transition vers le libre accès, puis d'étudier la question à la lumière d'autres modèles de libre accès. Les intervenants suivants ont fait part de leur expertise aux 177 participants :

Point de vue international	Anna Vernon, Head of licensing, Jisc Collections, Jisc
Point de vue du Comité stratégique du contenu	Ian Robson, Head, Information Resources, Queen's University Library
Point de vue des communications savantes	Lindsey McCallum, Scholarly Publishing Librarian, Liaison Librarian to the Humanities, Mount Saint Vincent University Library
Point de vue d'une gestionnaire d'infrastructure	Tanja Niemann, directrice générale, Érudit

Point de vue politique	Masha Cemma, Bureau de la conseillère scientifique en chef du Canada

Pour déterminer les lacunes en matière de connaissances qu'il faudrait aborder lors d'un prochain webinaire, les responsables du webinaire ont demandé aux participants de voter sur les résultats du sondage réalisé lors du premier webinaire. Voici les trois sujets qui ont suscité le plus d'intérêt : transition par l'entremise d'accords transformatifs, équilibre entre le soutien aux accords transformatifs et la voie de diamant du libre accès et modèles de coûts du libre accès. Les questions et les réponses du sondage se trouvent à l'annexe C.

Webinaire 3 : Une conversation avec des éditeurs canadiens sur l'avenir des accords de libre accès

Le troisième webinaire, intitulé *Une conversation avec des éditeurs canadiens sur l'avenir des accords de libre accès*, avait pour but de permettre aux participants de mieux comprendre le point de vue des éditeurs sur le libre accès. Les conférenciers étaient composés d'éditeurs, de publications en série et de monographies à but lucratif et non lucratif, avec un accent particulier sur les éditeurs canadiens. Bien que chaque éditeur ait décrit les initiatives de libre accès de ses presses, tous les intervenants ont noté que la durabilité est un facteur important pour assurer leur longévité. Les conférenciers suivants ont partagé leur expertise avec les 125 participants :

Éditeur de revue à but non lucratif	Samuel Dinel, Responsable des opérations Relations industrielles / Industrial Relations
Éditeur de revue à but non lucratif	Michael Donaldson, Director, Strategic Initiatives, Canadian Science Publishing
Éditeur de revue à but lucratif	David Kim, Director of Partnerships and Open Access Research, JMIR Publications
Éditeur de monographies à but non lucratif	Megan Hall, Directrice, Athabasca University Press

Alors que les bibliothèques universitaires canadiennes réfléchissent à la meilleure façon de soutenir les initiatives de libre accès, les membres ont clairement indiqué qu'il était important de soutenir les éditeurs canadiens. Les perspectives des éditeurs sur le libre accès ont été jugées essentielles pour comprendre et ouvrir la discussion sur la façon dont les membres pourraient les soutenir. Cependant, il a également été noté que pour que le libre accès soit durable, les frais payés aux éditeurs doivent refléter le coût réel de leurs services.

Thèmes

Plusieurs thèmes ont été soulevés pendant les deux webinaires très intéressants. Les participants ont approuvé les messages que les divers intervenants ont présentés, comme l'importance d'accroître la

communication sur les accords transformatifs (de la part du RCDR, des bibliothèques, des chercheurs et des autres services de recherche dans les établissements). Ils trouvaient aussi intéressante l'idée d'une approche d'investissement codifiée pour les éditeurs sans but lucratif et les gestionnaires d'infrastructure de libre accès, en plus de noter l'importance de la viabilité financière et de la transparence. Vous trouverez ci-dessous un résumé des thèmes.

Communication

Les participants ont souligné l'importance et la volonté de collaborer à l'échelle nationale pour des stratégies de communication sur le libre accès. Comme les discussions à ce sujet sont semblables d'un établissement à l'autre, ils ont indiqué qu'une approche nationale cohérente en matière de communication leur serait utile, tout en partageant les ressources et coordonnant le soutien aux initiatives et stratégies. Les participants ont aussi précisé que le RCDR pourrait les aider en leur transmettant des informations et des ressources pour aborder cette question avec l'administration, le corps professoral, les chercheurs et leurs collègues au sein de l'établissement.

Investissement collectif

Les membres ont exprimé leur intérêt quant à une approche d'investissement codifiée pour les éditeurs à but non lucratif, en mettant l'accent sur les approches dirigées par la communauté et les établissements. Tout en reconnaissant l'importance de diffuser la recherche que publient les éditeurs commerciaux, les participants voudraient également qu'on transfère les ressources investies chez les éditeurs commerciaux vers les éditeurs à but non lucratif, ainsi que les gestionnaires d'infrastructure de libre accès. Plus précisément, l'avancée de la voie de diamant du libre accès intéresse l'ensemble de la communauté. Il faudrait donc que le RCDR en tienne davantage compte dans sa stratégie de transformation des communications savantes.

Caractère transitoire des accords transformatifs

Les conférenciers et les participants des webinaires ont soulevé des préoccupations concernant la viabilité et les limites des accords transformatifs, tels que définis par les éditeurs commerciaux. Ils ont souligné les risques de la commercialisation et de la dépendance envers un oligopole d'éditeurs commerciaux, ainsi que des considérations éthiques sur les sciences ouvertes et l'accès à la recherche en mode lecture et publication. Bien qu'on soutienne généralement les modèles favorisant le libre accès au savoir, les systèmes commerciaux fondés sur l'exclusion de chercheurs et d'établissements qui n'ont pas les moyens financiers de payer les coûts d'acquisition des droits d'accès posent problème à certains membres du RCDR. Par conséquent, il faut absolument veiller à ce que la communauté comprenne clairement nos objectifs communs concernant le résultat final des accords transformatifs avec les éditeurs commerciaux. Il est également nécessaire de soutenir les modèles et les accords de libre accès qui ne reposent pas sur des frais de traitement d'articles (APC).

Viabilité financière

Peu importe le modèle de libre accès conclu avec des éditeurs commerciaux, les participants ont souligné l'importance de réduire les coûts de ces accords. Ils estiment que la stratégie doit mettre l'accent sur la réduction des coûts, plutôt que de viser des accords transformatifs, afin de réorienter les fonds pour favoriser la société canadienne, les éditeurs sans but lucratif et les presses universitaires. Il faut absolument tenir compte de l'objectif à long terme des accords transformatifs. Les participants ont mis en garde le RCDR contre l'effet potentiel de « mégaententes 2.0 », qui pourrait monopoliser davantage le budget des collections de bibliothèques. En outre, les participants se sont clairement

prononcés contre les modèles de libre accès fondés sur les APC, car ces derniers risquent de maintenir le statu quo et n'encouragent pas les éditeurs à transformer leur modèle commercial.

Les éditeurs canadiens se concentrent également sur la viabilité à long terme du libre accès. De nombreux éditeurs canadiens se dirigent prudemment vers l'espace du libre accès en réfléchissant à la façon dont ils continueront à soutenir les chercheurs et leurs activités d'édition dans un avenir de libre accès. De plus, il a été noté que les partenariats sont une clé importante dans la construction de voies durables vers le libre accès, en particulier pour les éditeurs à but non lucratif. De nombreux éditeurs s'associent avec des bibliothèques, des chercheurs, des organismes de financement et d'autres organisations pour créer des relations qui leur permettront de construire un avenir ouvert durable.

Transparence

Conformément aux principes des licences du RCDR, les participants ont précisé qu'il fallait plus de transparence de la part des éditeurs (commerciaux et sans but lucratif) en ce qui concerne le coût de production d'articles et de monographies. Ils ont indiqué qu'en général, les éditeurs sans but lucratif partagent plus ouvertement ces coûts, mais qu'il est plus difficile d'obtenir cette information auprès des éditeurs commerciaux. Les coûts doivent être transparents pour fixer des prix équitables. Les bibliothèques et les consortiums doivent aussi pouvoir accéder à cette information pour évaluer le coût des accords transformatifs.

Conclusions

Le personnel du RCDR et les membres du CSC ont appris de ces webinaires :

- La viabilité financière des accords transformatifs est une préoccupation majeure pour les participants. Le budget des collections de bibliothèques n'augmente pas et ne sont pas et ne permettent pas de soutenir de nouvelles initiatives et infrastructures de libre accès. Par conséquent, il est essentiel de réduire les coûts chez les grands éditeurs commerciaux afin de soutenir les initiatives de libre accès dirigées par la communauté.
- Il faut envisager d'autres approches au libre accès, comme les publications en voie verte, en plus de tirer profit des dépôts dans le cadre d'une stratégie nationale de libre accès. Il est primordial de mettre à profit l'infrastructure existante pour une solution canadienne.
- La mobilisation des organismes subventionnaires canadiens est une étape essentielle afin d'obtenir un financement continu pour soutenir les chercheurs canadiens qui publient en libre accès. Ce financement ne devrait pas être réservé aux APC. Les bailleurs de fonds, décideurs et administrateurs d'université jouent un rôle important dans la transformation des communications savantes, notamment pour faire en sorte que la priorité ne soit plus accordée uniquement aux publications dans des revues « prestigieuses ».
- Il est nécessaire d'élaborer une stratégie de communication efficace pour défendre les intérêts des bibliothèques auprès des chercheurs et administrateurs afin de les sensibiliser aux avantages du libre accès.

Prochaines étapes

Le CSC organise actuellement le dernier webinaire de cette série. Le webinaire aura lieu en mars 2023, et la date confirmée ainsi que les informations relatives à l'inscription seront publiées au début de l'année

2023. Si vous souhaitez recommander un conférencier pour le dernier webinaire ou si vous avez des questions, veuillez envoyer un courriel à Amanda Holmes à aholmes@crkn.ca.

Lien vers les deux enregistrements :

Webinaire 1 : Introduction aux accords transformatifs au Canada
Webinaire 2 : Le lien entre les accords transformatifs et les ententes de libre accès
Webinar 3: Une conversation avec des éditeurs canadiens sur l'avenir des accords de libre accès

Annexe A : Notes des groupes de discussion lors du webinaire 1

Sujet 1 : Stratégies de communication sur les accords transformatifs au sein des établissements https://docs.google.com/document/d/13fgXyZD8u4RsJAiYPZ_Cdv8_s1pv8velpnhjnSbAXWg/edit?usp=sharing

Sujet 2 : Évaluation du succès des accords transformatifs

https://docs.google.com/document/d/1jIJYItaoRvbzwjhrN8Wke5zEBxVq1-fC81lo5hgXvpA/edit?usp=sharing

Sujet 3 : Plans de travail pour la mise en œuvre d'accords transformatifs

https://docs.google.com/document/d/1qUsl0SA61Qqw4E0mocr17Q4Ak8kCAbrgFTTdo_VZUjA/edit?usp=sharing

Sujet 4 : Questions d'actualité

https://docs.google.com/document/d/1rK-1bQSl-H7fqQeLflsv-PEq2-wi-6vLaAfhs3oML_c/edit